

Convention collective départementale

**IDCC : 9811. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Tarn)
(6 mai 2002)**

(Étendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

**AVENANT N° 44 DU 19 JANVIER 2017
RELATIF AUX ARTICLES 18.1, 18.2 ET 18.3**

NOR : AGRS1797213M

IDCC : 9811

Entre

Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles

D'une part, et

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO Tarn

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn

Syndicat général des salariés de l'agroalimentaire CFDT Tarn

Syndicat national des cadres d'entreprises CFE-CGC Tarn

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective de travail du 6 mai 2002.

Suite à la signature de l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 à l'accord national du 10 juin 2008 et aux évolutions législatives relatives à la protection sociale complémentaire, les parties de la présente convention collective ont décidé de supprimer toute référence à l'organisme assureur désigné en matière de garanties de prévoyance suite à la censure des clauses de désignation par le conseil constitutionnel : les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective disposent de la liberté de choix de leur organisme assureur pour couvrir les risques définis au sein de la convention collective.

Article 1^{er}

L'article 18 « Les régimes de prévoyance décès-incapacité-invalidité » de la convention collective de travail du 6 mai 2002 est modifié comme suit :

« Article 18

Régimes de prévoyance décès. – Incapacité temporaire de travail. – Invalidité

Bénéficiaires

Les articles 18.1, 18.2 et 18.3 précisent le contenu du régime de prévoyance applicable à tous les salariés relevant de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971 (non affiliés à l'AGIRC), entrant dans le champ d'application de la présente convention collective.

Sont donc exclus du dispositif de prévoyance :

- les cadres et personnels relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les salariés tels que définis ci-dessus relevant d'un accord collectif étendu plus favorable que le présent accord ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles.

La condition d'ancienneté requise est réputée acquise au 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté.

Article 2

L'article 18.1 « Dispositions communes aux régimes de prévoyance décès-incapacité-invalidité » de la convention collective du 6 mai 2002 est modifié comme suit :

« Article 18.1

Dispositions communes aux régimes de prévoyance
décès-incapacité temporaire de travail-invalidité

A. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation conformément aux dispositions légales.

B. – Maintien des garanties

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi Évin, la résiliation ou le non-renouvellement du contrat collectif d'assurance que l'employeur a souscrit afin de couvrir les garanties prévoyance du présent régime, est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées qui sont acquises ou nées durant son exécution.

Ainsi, le principe est que les prestations de protection sociale complémentaire liées à la réalisation d'un sinistre survenu pendant la période de validité du contrat d'assurance de groupe ne peuvent être remises en cause par la résiliation ultérieure dudit contrat.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 7.1 de la loi Évin, la résiliation ou le non-renouvellement du contrat collectif d'assurance que l'employeur a souscrit afin de couvrir les garanties prévoyance du présent régime, est sans effet sur les prestations à naître au titre du maintien de garantie en cas de survenance du décès avant le terme de la période d'incapacité de travail ou d'invalidité, telle que définie dans le présent régime.

C. – Revalorisation des prestations de prévoyance

À la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations de prévoyance est examinée par l'organisme assureur, lequel fixe, pour chaque exercice, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service.

D. – Reprise du passif

Conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, en cas de changement d'organisme assureur par l'employeur, les prestations en cours de service à la date de ce changement continueront à être revalorisées selon les modalités prévues à l'article C ci-avant.

Lors du changement d'organisme assureur, l'employeur devra organiser la prise en charge des obligations ci-dessus définies, soit par l'organisme dont le contrat a été résilié, soit par le nouvel organisme assureur.

E. – Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux et ce à compter de la date fixée par la loi. Les dispositions légales sur la portabilité s'appliquent en vertu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultat.

Article 3

L'article 18.2 « Garantie décès » de la convention collective du 6 mai 2002 est modifié comme suit :

A. – Bénéficiaires

L'ensemble des salariés non cadres, non affiliés à l'AGIRC, tels que définis à l'article 18, bénéficient d'une couverture décès.

B. – Définition des ayants droit

Conjoint :

La personne mariée avec le participant et non séparée de corps.

Cocontractant d'un Pacs :

La personne ayant conclu un pacte civil de solidarité (Pacs) avec le participant, conformément aux dispositions des articles 515-1 et suivant du code civil.

Pour l'ensemble des dispositions du présent article le cocontractant d'un pacte civil de solidarité est assimilé au conjoint.

Concubin :

Est considérée comme concubin la personne pouvant justifier d'au moins 2 ans de vie commune avec le salarié et étant libre de tout lien de mariage ou de Pacs. La condition de durée est considérée comme remplie lorsque au moins un enfant est né de cette union.

Enfants :

Par « enfant », il faut entendre :

- les enfants du salarié (légitimes, adoptés ou reconnus, nés ou à naître) ;
- les enfants recueillis par le salarié pour lesquels la qualité de tuteur lui est reconnue ;
- les enfants élevés pendant 9 ans au moins avant leur 16^e anniversaire.

Ces enfants sont considérés comme « enfants à charge » :

- s'ils ont moins de 18 ans, sans condition ;
- s'ils ont moins de 26 ans s'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés ;
- s'ils sont reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales quel que soit leur âge, à condition que l'état d'invalidité ait été constaté avant leur 21^e anniversaire.

PRESTATIONS

A. – Capital décès

En cas de décès toutes causes ou accidentel du salarié, il est versé un capital de base dont le montant est égal à 100 % de son salaire annuel de référence, au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) ou, en l'absence de désignation expresse de bénéficiaires, à ses ayants droit ou à défaut ses héritiers conformément à la législation et la réglementation applicable.

Ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge. Il est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Par ailleurs, en cas de perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) ⁽¹⁾, le salarié peut percevoir à sa demande, par anticipation, le capital de base prévu ci-dessus. En tout état de cause, ce versement anticipé met fin à la garantie en cas de décès.

Le décès postérieur ou simultané du conjoint non remarié, entraîne le versement au profit des enfants restant à charge d'un capital d'un montant égal à celui prévu en cas de décès du salarié.

Assiette de calcul des prestations

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est égal aux rémunérations brutes des salariés, entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale, telles que définies par l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale applicable au régime agricole par renvoi prévu à l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime, dans la limite de quatre fois le montant du plafond de la sécurité sociale (tranche A et B) déclarées soit au cours des 12 mois précédant l'événement, soit en se rapportant à la période de référence retenue par la sécurité sociale pour déterminer le salaire journalier ou mensuel de référence servant au calcul de ses prestations.

Lorsque la période de référence des 12 derniers mois précédant l'événement n'est pas complète, le salaire annuel servant de base au calcul des prestations est reconstitué au prorata.

B. – Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale égale à :

- 3 % s'il a moins de 11 ans ;
- 4,5 % s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 6 % s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

(1) PTIA définition prévue à l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 : la perte totale et irréversible d'autonomie est nommée aussi IAD (Invalidité absolue et définitive), cela correspond à une invalidité de 3^e catégorie de la sécurité sociale ou une incapacité permanente professionnelle consécutive à un AT/MP au taux de 66,66 %.

C. – Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant maximum de 100 % du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

COTISATIONS

Assiette de calcul des cotisations

Le salaire de référence servant de base au calcul des cotisations est égal aux rémunérations brutes des salariés, entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale, telles que définies par l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale applicable au régime agricole par renvoi prévu à l'article L. 741-10 du code rural de la pêche maritime, dans la limite de 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale (tranche A et B).

La garantie décès est financée :

- à hauteur de 48 % par l'employeur ;
- à hauteur 52 % par le salarié.

Article 4

L'article 18.3 « Les garanties maintien de salaire, incapacité de travail et invalidité » est modifié comme suit :

« Article 18.3

Garanties maintien de salaire, incapacité temporaire de travail et invalidité

En cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée, maladie professionnelle ou accident du travail, tout salarié non cadre, non affilié à l'AGIRC tel que défini à l'article 18, à temps complet ou à temps partiel, des exploitations ou entreprises visées au chapitre I^{er} « Champ d'application » de la présente convention, qui justifie de 1 mois de présence continue ou non dans l'entreprise, bénéficie de prestations complémentaires en espèces qui s'ajoutent aux prestations en espèces légales versées par la mutualité sociale agricole (ou tout autre régime de sécurité sociale).

Le mois de présence continu ou non dans l'entreprise est apprécié sur une période de 12 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Le salarié devra justifier médicalement de son arrêt de travail dans les 48 heures et être pris en charge par la mutualité sociale agricole (ou tout autre régime obligatoire de sécurité sociale).

PRESTATIONS

A. – Maintien de salaire

Le montant de cette indemnisation complémentaire est destiné à porter l'indemnisation globale du salaire au niveau de :

- 90 % de la rémunération correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence du salarié dans l'établissement ou la partie d'établissement pendant 30 jours à compter du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle et du 8^e jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Ce temps d'indemnisation à 90 % est augmenté de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté supplémentaire dans le champ d'application de la convention collective, au-delà de la troisième année, dans la limite maximum de 90 jours.

Pour le calcul des indemnités ci-dessus dues au titre d'une période d'indemnisation, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées sur la base de ce taux au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation à 90 % n'excède pas celle applicable en vertu des alinéas précédents.

B. – Complément de salaire (Incapacité temporaire de travail)

Le montant de cette indemnisation complémentaire est destiné à porter l'indemnisation globale du salaire au niveau de :

- 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales à compter de l'expiration de la période d'indemnisation au taux de 90 % et aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières dans la limite maximum de 1 095 jours d'arrêt.

Les indemnités légales servies par la mutualité sociale agricole ou tout autre organisme de sécurité sociale qui seraient réduites du fait de l'hospitalisation ou de l'application d'une franchise par l'organisme liquidateur pour non-respect de son règlement intérieur sont réputées servies intégralement.

Les niveaux d'indemnisation prévus ci-dessus ne peuvent être supérieurs au salaire net d'activité qu'aurait perçu le salarié.

C. – Invalidité/Incapacité permanente de travail

En cas d'incapacité permanente, dès l'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour une incapacité des 2/3 au moins, est versée une pension mensuelle d'invalidité complémentaire égale à 30 % de 1/12 des salaires bruts des quatre trimestres civils précédant l'arrêt de travail.

Cotisations

La garantie maintien de salaire :

Celle-ci est à la charge exclusive de l'employeur et directement gérée par ce dernier :

- la garantie complément de salaire est financée intégralement par les salariés.

La garantie incapacité permanente est financée :

- pour l'origine privée (invalidité catégorie 2 et 3) : intégralement par le salarié ;
- pour l'origine professionnelle (rente accident du travail avec IPP > 2/3) : intégralement par l'employeur ».

Article 5

L'avenant n° 44 du 19 janvier 2017, qui prendra effet le premier jour du trimestre civil suivant la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 7

Le présent avenant sera déposé conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 8

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire et deux exemplaires seront déposés à l'unité départementale du Tarn de la direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Occitanie.

Fait à Albi, le 19 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)